

DECISION DU PREMIER VICE-PRESIDENT PAR DELEGATION DU PRESIDENT

N° DEC_2024_117 : CESSION DE MATÉRIEL DE RELEVÉ TOPOGRAPHIQUE POUR PIÈCES

Le Premier Vice-Président de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier son article L.5211-10 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 99-2128 du 29 octobre 1999 portant extension du périmètre du District dans le cadre du processus de transformation en Communauté d'Agglomération afin de tenir compte de la cohérence territoriale de l'agglomération ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2202 du 22 novembre 1999 portant transformation-extension du District en Communauté d'Agglomération ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2022-1111 du 22 juillet 2022 portant modification des statuts de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac ;

Vu le procès-verbal du 16 juillet 2020 portant élection du Président et des Vice-Présidents ;

Vu la délibération n° DEL_2020_056 du Conseil Communautaire du 16 juillet 2020 portant délégation du Conseil au Bureau et au Président ainsi qu'autorisation de subdélégation de signature du Président au profit des membres de la Direction Générale ou des Responsables de service ;

Vu l'arrêté n° ARR_2020_065 du 31 juillet 2020 relatif à la prévention des risques de conflit d'intérêt pour Monsieur le Président et portant délégation de fonction à Monsieur Christian POULHES, Premier Vice-Président en charge de l'Administration Générale, des Finances et des Contractualisations et, en cas d'absence ou d'empêchement, à Messieurs Frédéric GODBARGE, Jean-Pierre PICARD et Jean-Luc TOURLAN, Conseillers Délégués ;

Vu l'offre faite par Monsieur GASMI Touhami ;

Considérant que l'état de vétusté du matériel de relevé topographique ne permet pas son emploi, ni sa réparation dans des conditions économiques satisfaisantes ;

Considérant que le bien meuble de la Collectivité, objet de la présente décision, n'a dès lors plus d'utilité pour l'exercice du service public et donc peut être réformé ;

DÉCIDE :

- de vendre à Monsieur GASMI Touhami, domicilié 13 Montée des Charmilles, 69500 BRON, du matériel de relevé topographique comprenant un GPS 500 de marque LEICA, pour pièces, acquis par la CABA en 2000 pour les besoins du Budget Eau, étant précisé que le matériel est cédé et enlevé en l'état pour un montant de 100,00 TTC (cent euros Toutes Taxes Comprises) ;

- de procéder à la sortie du matériel de l'inventaire du Budget Eau après avoir constaté qu'il était totalement amorti ;

- d'effectuer les opérations comptables nécessaires.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa publicité. La juridiction administrative compétente peut notamment être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Au registre sont les signatures
Pour extrait certifié conforme,
Fait à Aurillac, le 21 mai 2024
Pour le Président,
Le Premier Vice-Président,

Christian POULHES.